

La saisie d'une frégate révèle le mode opératoire des fonds « vautours »

La saisie au Ghana de la frégate argentine Libertad vient illustrer le mode opératoire des fonds spéculatifs, qui rachètent de la dette décotée émise par un Etat et entament ensuite des démarches judiciaires pour obtenir son remboursement intégral.

« Les fonds vautours sont un rouage de l'énorme force spéculative qui mine le bon fonctionnement de l'économie et des finances », explique le député du parti péroniste au pouvoir en Argentine, Eric Calcagno. *« Il ne s'agit pas de spéculateurs isolés, assure-t-il, ils agissent à partir de paradis fiscaux ».*

Ce parlementaire, également sociologue et ancien ambassadeur en France, explique que ces structures d'investissement *« achètent à des prix très bas des titres de la dette de pays en crise et exercent ensuite des pressions inimaginables pour obtenir leur valeur nominale ».*

Ces fonds anticipent le défaut de paiement et une fois que le débiteur a fait défaut ou demandé une restructuration de sa dette, ils entament des démarches judiciaires pour obtenir le remboursement de l'intégralité de la dette.

Ils débloquent, dès le début de l'opération, des sommes importantes pour mobiliser une batterie d'avocats qui défendront leurs intérêts, souvent devant plusieurs juridictions et pendant de longues années.

C'est ainsi que le fonds NML, considéré comme l'un des pionniers de cette stratégie et basé aux îles Caïmans, un paradis fiscal, a obtenu de la justice du Ghana la saisie depuis le 2 octobre au port de Tema du bâtiment-école argentin Libertad.

Il réclame plus de 370 millions de dollars (283 millions d'euros) à l'Argentine après avoir refusé des offres d'échange de titres de dette à deux reprises : en 2005 et 2010.

L'Argentine s'était déclarée le 23 décembre 2001 en défaut de paiement, le plus important de l'histoire, 100 milliards de dollars (75 milliards d'euros), et avait écarté toute négociation avec ses créanciers.

Le pays sud-américain avait ensuite lancé des offres d'échange, soldant 93 % de sa dette, mais a toujours juré qu'elle ne céderait pas aux créanciers *« récalcitrants ».*

Au final, les fonds spéculatifs parviennent rarement à leurs fins, selon Federico Sturzenegger, le directeur du Banco Ciudad, la Banque de la Ville de Buenos Aires.

« Dans six cas seulement, sur trente-cinq enregistrés au cours des vingt dernières années, les fonds ont obtenu d'être payés intégralement ».

« Dans quinze cas, ils n'ont rien pu obtenir; dans six cas ils ont obtenu un tiers seulement de la somme totale et on ignore quel a été l'accord dans les cas restants », a-t-il précisé.

NML a récupéré trois fois sa mise après avoir investi dans la dette du Pérou, en 1995.

Plus récemment, un autre fonds des îles Caïmans, Dart Management, aurait empoché plusieurs dizaines de millions d'euros après avoir refusé de procéder à l'échange de dette proposé, en début d'année, par la Grèce.

Craignant une action en justice, Athènes a accepté de rembourser l'intégralité de ce qu'il devait au fonds vautour.

Mais pour M. Sturzenegger, le cas argentin *« aussi médiatique soit-il ne change rien à la réalité : les fonds vautours ont très peu de prise sur un pays en défaut de paiement ».*

L'Argentine a ainsi placé la presque totalité de ses réserves monétaires, soit quelque 45 milliards de dollars (34,6 milliards d'euros), à l'abri des fonds vautours à la Banque des règlements

internationaux.

Située à Bâle, en Suisse, surnommée « *la banque centrale des banques centrales* », cette institution bénéficie de l'immunité diplomatique.